



DE LA MONDIALISATION DE LA SOLIDARITÉ À SON DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE RURAL

En décembre 2005, à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris, le 30^e Congrès national du Secours populaire français avait pour thème "Ensemble, mondialisons la solidarité".

L'idée est de renforcer ce mot d'ordre en refusant les territoires de misère et d'exclusion, en menant la solidarité partout, dans les cités comme dans les villages, en France comme dans le monde.

Les congrès s'inscrivent les uns après les autres dans une continuité. Aussi, la préparation du 31^e Congrès national de l'association est l'occasion de dresser l'état des lieux du Secours populaire français:

- Où en sommes-nous, qualitativement et quantitativement?
- Qu'avons-nous fait avancer depuis 2005 ?
- Que devons-nous inscrire dans les priorités pour les deux ans à venir?
- Quelle part allons-nous prendre pour créer les conditions d'un développement des solidarités rurales en France et dans le monde?

2005-2007: DÉJÀ UN BILAN IMPRESSIONNANT

- Indéniablement, l'appel du 30^e Congrès a été répercuté dans les fédérations;
- le bilan de solidarité s'est accru en particulier à l'échelle mondiale avec près des trois quarts des fédérations désormais engagées dans des projets dans le monde. Les actions en faveur des victimes du tsunami se sont poursuivies avec un rapport, élogieux pour le Secours populaire, publié par la Cour des comptes;
- les réseaux de partenaires dans le monde se sont renforcés;
- la campagne vacances "1936-2006, 70 ans après, les vacances ce n'est pas du luxe" a été un grand succès;
- les PNV ont trouvé un nouveau dynamisme à l'occasion de leurs 30 ans en 2006;
- de nouveaux et actifs partenariats se sont conclus avec des entreprises industrielles et commerciales, avec des collectivités, des élus, avec des personnalités du monde du spectacle, des arts, des lettres et du sport;
- la pratique "d'aiguillon des pouvoirs publics" est aujourd'hui mieux partagée dans l'association pour faire entendre la voix des plus démunis, en particulier avec les cahiers "Le dire pour agir";
- "Espace solidarité" à Paris a été rénové et s'est agrandi. De nouveaux sièges de fédérations, de comités ou de centrales ont été acquis;
- les activités généralistes de la solidarité ont progressé, en particulier pour l'accès à la culture et aux soins;
- le domaine d'activité des loisirs et des vacances est développé toute l'année et pas seulement l'été;
- le Secours populaire est devenu en 2006 la première association pour le nombre de repas mis à la disposition des plus démunis (86 600 000 repas en un an);
- plusieurs exemples positifs sont recensés avec les enfants et le mouvement "Copain du monde", même si il y a encore beaucoup à faire pour développer cette activité;
- il en est de même avec les jeunes et la campagne "Pop-U";
- une étape qualitative et quantitative a été franchie par "l'Institut de formation".

Ce bilan est évidemment à compléter, à enrichir à chaque échelon par les réunions préparant le 31^e Congrès national convoqué les 23, 24 et 25 novembre 2007 à Brive-la-Gaillarde.

Nous devons aussi comprendre que les raisons essentielles de ce succès sont:

- le dévouement et les compétences des bénévoles du SPF, de tous les animateurs, et l'esprit d'initiative de chacun;
- le respect des grandes orientations des Congrès, le refus de l'assistantat et une cohésion grandissante autour de l'idée "qu'il n'y a qu'un seul Secours populaire français".

L'axe de travail du 31^e Congrès porte sur la ruralité parce qu'en France, comme dans le monde, si la majorité des personnes vit dans des villes, la pauvreté dans les zones rurales est une réalité que le Secours populaire français mesure avec la force de ses 98 fédérations et de ses 150 partenaires implantés dans 50 pays.

LA RURALITÉ EN FRANCE

Loin du mythe des campagnes verdoyantes et agréables à vivre, les populations rurales et néo-rurales appartiennent le plus souvent aux catégories les plus modestes de la population.

Dans les campagnes, être pauvre signifie bien sûr ne pas avoir suffisamment de revenus pour vivre décemment, mais signifie aussi presque toujours isolement et souvent impossibilité de trouver du travail, mauvaise santé et, comme dans les villes, logement insalubre.

Au cours des dernières années, trois ménages sur quatre arrivés dans les campagnes avaient des revenus inférieurs à la limite ouvrant droit à un logement HLM.

Le monde rural connaît de plus en plus de suppressions d'exploitations agricoles, de services publics, de transports en commun, de fermetures de classes et d'écoles, de disparitions de petits commerces, de départs de médecins généralistes, de manque d'emplois, de travaux précaires, de manque de logements sociaux, d'absence de vie associative...

Les personnes âgées constituent un groupe important en situation d'exclusion en zones rurales. Si en France, les personnes âgées jouissent de conditions de vie qui se sont parfois sensiblement améliorées depuis plus d'une vingtaine d'années (le montant des retraites constituant même un support important pour les enfants et petits-enfants), la situation n'est pas aussi confortable pour un certain nombre d'entre elles et moins encore en zones rurales.

Les permanences d'accueil soulignent l'importance de ce phénomène parce que les personnes âgées sont plus isolées et qu'elles vivent dans des logements parfois précaires –logements traditionnels familiaux– et parce que les services et les infrastructures qui leur sont destinés, sont moins nombreux qu'à la ville.

On pourrait penser qu'à la campagne la pauvreté est plus supportable qu'en ville. A l'anonymat des agglomérations, s'opposeraient l'espace où marcher, le jardin à cultiver, les voisins pour parler... mais en fait la misère n'est pas plus supportable en milieu rural qu'en cité. Seulement, elle prend un autre visage.

Les plus démunis ne font plus de jardins: ou ils n'en ont pas ou ils ne savent pas les faire. Certains n'ont pas appris à cuisiner. Loin de mitonner les légumes de leur récolte, ils vivent de surgelés qui les ruinent. Ils ne se promènent pas dans les forêts ni sur des sentiers ombragés: ils usent jusqu'au bout des mobylettes antiques ou des voitures expirantes.

Certains ne parlent à personne et il arrive que nul ne connaisse les nouveaux arrivants venus de la ville qui vivent de leur RMI dans un logement anonyme ou une bâtisse isolée...

La réalité actuelle est moins poétique et remplie d'une horrible banalité.

Une nouvelle précarité s'est installée dans l'espace rural, soit parce qu'une partie de la population tombe peu à peu dans la misère, soit parce que des personnes, déjà en difficulté, fuient la ville car la vie est réputée moins chère à la campagne. Des familles se trouvent transportées des quartiers et cités HLM pour occuper des maisons réhabilitées. Ces familles, abandonnées en pleine campagne sans lien social, activité culturelle ou sportive, deviennent des îlots à contourner.

Dans les 15 prochaines années, une importante migration vers le sud de la France est annoncée, ce qui va nécessairement modifier les zones rurales et donc les pratiques de solidarité.

En campagne, la pauvreté est émiettée et cachée. Le maire, l'assistante sociale, le Bureau communal d'aide sociale en connaissent l'existence et font de leur mieux pour entrer en contact avec elle. Seulement cette aide suppose un contact préalable pour être offerte.

Dans le langage habituel des services sociaux, la précarité se distingue de la pauvreté. La pauvreté définit une situation. Une personne peut arriver à s'organiser dans la pauvreté. La précarité, elle, évoque une fragilité, une instabilité. Une personne ne peut plus s'y organiser. Elle se sent entraînée dans une spirale de misère qu'elle ne contrôle plus.

La précarité représente ainsi une pauvreté qui évolue et qui s'intensifie. Prend-elle une forme particulière en milieu rural? Oui, par l'augmentation du sentiment de distance, par un isolement croissant.

Or, la première difficulté à laquelle on se heurte pour rencontrer la misère dans le monde rural, consiste précisément à établir ce contact. Bien sûr, il n'existe pas de "quartiers difficiles", mais une dispersion extrême de la misère: au bourg, dans des hameaux, dans une maison isolée...

Et les intéressés se taisent et se terrent. Beaucoup ne font pas valoir leurs droits. L'espace agit comme un isolant. Mais c'est un isolant "troué": en rural, l'anonymat est parfois difficile à préserver. Dès que l'assistante sociale visite quelqu'un, les voisins s'en aperçoivent, "ça se sait". Savoir que les autres sont au courant augmente la gêne ressentie, la pauvreté est plus stigmatisée car moins anonyme.

Ensuite, comment estimer la pauvreté?

Tel vieillard se débrouille tant bien que mal, un autre se laisse couler. La pauvreté économique, malgré les aides, s'accroît au fil des distances, l'état sanitaire vacille. Il semble bien que l'isolement soit un facteur important de la misère en milieu rural. A la fois au sens objectif (les distances, l'impossibilité de se déplacer) et au sens subjectif (le manque de participation à la vie commune). La vie sociale a perdu sa cohésion, la vie personnelle perd sa cohérence. L'absence d'échanges déshumanise.

Le monde rural, isolé, est particulièrement propice au suicide. Le cas le plus fréquent est celui des hommes, retraités et veufs n'ayant plus d'avenir apparent devant eux, les femmes étant elles les plus nombreuses pour les tentatives de suicide.

Telle est la principale forme de la misère en milieu rural: la personne ne sait plus à quel groupe de relations sociales elle pourrait appartenir. Ni attendue, ni entendue, elle reste seule. La solitude constitue la pire des pauvretés. Tout est loin, seule la misère est proche.

Dans les permanences d'accueil, nous recevons ceux qui ont besoin de nourriture, de vêtements, d'aide pour résoudre d'autres problèmes de la vie courante (démarches sociales, vacances, soutien scolaire).

Nous le faisons en respectant leur dignité afin qu'ils deviennent eux-mêmes les acteurs de leur avenir. Quand cela est possible, nous les orientons vers des formations qui facilitent l'accès à l'emploi.

Là où il est présent, le Secours populaire français est la dernière porte où chacun peut frapper quand le manque de tout devient insupportable. La solidarité est l'ultime recours, avec les bénévoles et les donateurs comme soutiens.

LA RURALITÉ DANS LE MONDE

A l'échelle de la planète, selon un rapport du Fonds international de développement agricole des Nations-Unies (FIDA), il faut que la communauté mondiale accorde une plus grande attention aux besoins des populations pauvres des zones rurales, car la majorité des pauvres continueront de vivre dans les campagnes jusqu'en 2035 au moins.

En effet, près de 2 milliards de personnes sur notre planète vivent dans une situation de pauvreté extrême, avec moins de 2 euros par jour. Sur 100 personnes qui ont faim, 80 sont des ruraux. Cette dimension rurale de la pauvreté est trop souvent ignorée. En Afrique subsaharienne, les problèmes de pauvreté revêtent un caractère encore plus dramatique en raison de l'engrenage pauvreté/VIH-sida.

Les 191 États membres de l'ONU se sont engagés sur huit objectifs dans la Déclaration du Millénaire adoptée en septembre 2000. L'objectif n°1 est la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim qui est la réalité quotidienne de plus d'un milliard d'êtres humains vivant avec moins de 1 euro par jour.

Dans le cas des jeunes enfants, le déficit alimentaire et nutritionnel peut être dangereux parce qu'il retarde leur développement physique et mental et menace leur survie.

Or, force est de constater que, malgré ces bonnes résolutions de l'ONU, les progrès accomplis jusqu'à présent restent nettement inférieurs à ce qui serait nécessaire pour atteindre cet objectif. Par ailleurs, l'aide internationale en valeur réelle a diminué dans ce domaine entre 1988 et 1998. Il en est de même pour l'aide aux pays à faibles revenus ou aux pays les moins avancés, puisque la part qui leur est affectée est demeurée constante, à hauteur de 63%.

S'agissant du secteur agricole et rural, l'évolution montre que l'aide à l'agriculture a baissé en termes réels (passant de 4,9 milliards de dollars en 1988 à 2,5 milliards de dollars en 1999). Le recul de l'aide au développement en général, conjugué à la réduction de la part dévolue à l'agriculture, témoigne donc que le secteur rural est sérieusement négligé, alors même que c'est là où vivent le plus de pauvres.

Agir sur un phénomène aussi grave et complexe que la pauvreté rurale nécessite en premier lieu de mettre au centre de toute réflexion ou décision les ruraux pauvres eux-mêmes, notamment les femmes. Il est également indispensable de sensibiliser davantage les opinions publiques et de mobiliser l'ensemble des forces vives de la communauté internationale.

Quelques données chiffrées

- Plus d'un milliard d'êtres humains vivent avec moins de 1 euro par jour, 2 milliards avec moins de 2 euros;
- plus de 840 millions d'hommes, de femmes et d'enfants souffrent de la faim dans le monde et ne peuvent satisfaire leurs besoins quotidiens d'énergie;
- plus de 9 millions de personnes dont 6 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année des conséquences directes ou indirectes de la faim;
- l'Afrique, autrefois exportatrice de vivres, importe aujourd'hui un tiers de ses céréales;
- les petits agriculteurs du sud représentent la moitié de la population de la planète.

Les populations rurales marginalisées ont les connaissances et les capacités leur permettant de survivre mais ne détiennent pas les moyens politiques et économiques grâce auxquels elles pourraient sortir de la pauvreté.

Les actifs dont elles disposent sont des ressources, des capacités d'organisation sociale et politique, des connaissances techniques et des possibilités extérieures. Des stratégies adéquates de développement durable exigent des investissements publics supplémentaires de l'ordre de 24 milliards de dollars par an pour accélérer la réduction de la faim dans le monde.

Or, l'aide publique au développement, qui diminue depuis des années, se désengage particulièrement du financement de l'agriculture. La part qui lui est consacrée a baissé de 48% en dix ans.

Le Secours populaire français développe avec ses partenaires -lesquels partagent objectifs et valeurs de l'association- une politique de solidarité internationale pour l'accès à l'eau, au développement de toutes les formes d'agriculture familiale afin de produire prioritairement des cultures vivrières, pour l'accès aux soins et à l'éducation au travers de projets de développement durable avec et pour les communautés rurales. Il convient de partager et de faire partager ces réussites et ces expériences.

En France et dans le monde, se poser la question de la solidarité en secteur rural, c'est actionner un formidable potentiel de développement pour l'association.

Les villages, en France et dans le monde, sont des lieux où riment facilement convivialité et festivité. Partout en France existent clubs de foot, foyers ruraux, écoles ou associations diverses. Partout, le SPF peut organiser (ou faire organiser) des initiatives pour

réinventer la solidarité, qui sont à la fois des moments de collectage, mais aussi d'animation du village pour réinventer la solidarité.

Association d'éducation populaire, le Secours populaire peut devenir le trait d'union des villages du monde, lieux de traditions et de culture, faisant reculer les poisons du racisme et de l'incompréhension.

CONCLUSION

En France, le Secours populaire français s'est surtout développé en zones urbaines alors que peu de ruraux frappaient à nos portes.

Le Secours populaire présent en zones urbaines doit renforcer sa présence dans tous les milieux ruraux en France et dans le monde.

Nos structures, antennes, comités et fédérations, principalement implantés dans les villes, voient de plus en plus de ruraux et néo-ruraux en France les solliciter pour des aides, du fait de l'aggravation des conditions de vie.

Les amis des fédérations ressentent le besoin d'aller au plus près de populations en détresse dans les campagnes.

Dans le monde, les conditions de vie dans le secteur rural se sont aggravées.

Ce phénomène planétaire nous conduit à réfléchir sur nos orientations et nos actions et à placer dans le cadre du Congrès la ruralité au cœur de nos préoccupations.

Parce que beaucoup de départements sont ruraux, entièrement ou majoritairement, travaillent sur cette thématique, et que des expériences se multiplient, il est important de mutualiser et de faire plus de solidarité avec et pour ce secteur.

La force du Secours populaire français pour répondre à cet appel est son réseau décentralisé.

Parce que les zones rurales sont des lieux de vie fondamentaux sur un territoire comme les villes et leurs banlieues, nous créerons des convergences pour construire un monde plus humain en développant la solidarité sur l'ensemble du territoire et en nous fixant des objectifs partagés.

FICHES DE DISCUSSION

1 Identifier et adapter les pratiques de solidarité en France et dans le monde avec et pour les populations du monde rural.

2 Développer et diversifier les activités pour l'accès aux vacances, aux loisirs, à la culture, aux sciences et au sport en France et dans le monde : des pratiques de découverte de l'autre.

3 Renforcer les activités liées à la nutrition, à l'équilibre alimentaire en France et dans le monde, en faveur des populations rurales mais aussi des populations urbaines.

4 Développer les activités de soutien liées à la santé dans les zones rurales en France et dans le monde avec la participation des "Médecins du Secours populaire".

5 Vie et développement de l'association : élargir l'étendue de notre Mouvement dans le milieu rural.

6 Le développement des ressources, la communication et le renforcement de la mutualisation.

7 Renforcer la place du mouvement d'enfants "Copain du Monde".

8 Accompagner les jeunes ruraux dans la solidarité populaire.

1. IDENTIFIER ET ADAPTER LES PRATIQUES DE SOLIDARITÉ EN FRANCE ET DANS LE MONDE AVEC ET POUR LES POPULATIONS DU MONDE RURAL

Face aux spécificités des logiques et réalités inhérentes aux zones rurales, nous devons adapter nos pratiques de solidarité aux besoins particuliers des populations en difficulté ou précaires.

Il faut notamment veiller à ne pas stigmatiser les populations en difficulté, qui ne bénéficient pas de l'anonymat des grandes villes. Le manque de mobilité est parfois un frein aux réponses à apporter. Ainsi il arrive que des bénévoles du Secours populaire soient dans l'obligation de se déplacer chez les personnes pour apporter la solidarité.

Le Secours populaire français multiplie ses formes d'organisation et de "permanences d'accueil et de solidarité" pour mieux "coller" aux réalités locales, par exemple: antennes ou comités de canton, Solidaribus, braderies itinérantes...

De plus, les comités et les fédérations sont de plus en plus sollicités par des institutions et des associations locales pour créer des antennes dans des lieux éloignés et isolés des villes.

Certaines catégories de populations du monde rural peuvent être de véritables partenaires de l'association pour développer la solidarité dans leur secteur. C'est notamment le cas des enseignants, commerces de proximité, élus, ruraux, facteurs...

En France et dans le monde, nous pouvons organiser la parole des personnes aidées pour faire connaître leurs points de vue sur leur vie, leurs souhaits sur les dispositifs divers mis en place ou à mettre en place. Réinventer la solidarité ne peut se faire qu'en associant les personnes qui bénéficient de la solidarité.

Il n'existe pas "un" secteur rural monolithique, mais "des" secteurs avec leurs spécificités: dans un lieu, le monde agricole ou le tourisme est majoritaire; dans un autre, l'espace rural peut être celui des gens qui travaillent en ville et vivent à la campagne; dans une commune la pauvreté sera criante parmi les ouvriers agricoles retraités; dans une autre se posera avec force la question du travail saisonnier des jeunes...

Les saisonniers sont difficiles à identifier du fait de leurs déplacements, du manque de suivi et de la rupture de leurs droits. Il en va de même pour les gens du voyage et les minorités ethniques, difficilement acceptés. Ces spécificités nécessitent des réponses adaptées aux attentes des uns et des autres. Les instances de l'association dans les fédérations et comités locaux peuvent donc avoir une réflexion, une analyse et des réponses adaptées aux situations rencontrées dans les permanences d'accueil.

Parallèlement, l'Association nationale peut capitaliser ces expériences locales pour être en mesure, le cas échéant, de répondre à ce type de problématiques lorsque celles-ci se posent dans des lieux qui jusque-là ne les connaissaient pas.

LES QUESTIONS À DÉVELOPPER

1. Quelle est la réalité de cette solidarité rurale, solidarité de proximité que notre mouvement a déjà mis en place ? Quelles sont les spécificités de la "permanence d'accueil et de solidarité" en secteur rural ?
2. Quelles sont les nouvelles pratiques de solidarité à mettre en place dans les zones rurales ? Quel rôle majeur les comités départementaux peuvent-ils jouer dans l'analyse et les réponses diversifiées à apporter, dans le respect des orientations de l'association ?
3. Sur quels réseaux de partenaires ou de bénévoles locaux s'appuyer pour qu'ils deviennent les relais de notre action de solidarité ? Comment travailler avec ces réseaux ?
4. Quelles pratiques de solidarité développer en zones rurales au niveau de la solidarité mondiale (programmes de développement durable) ?
5. Quelle part pourraient prendre les structures de l'association implantées en milieu urbain et les Conseils de région pour contribuer au développement des solidarités rurales en France et dans le monde ?

2. DÉVELOPPER ET DIVERSIFIER LES ACTIVITÉS POUR L'ACCÈS AUX VACANCES, AUX LOISIRS, À LA CULTURE, AUX SCIENCES ET AU SPORT EN FRANCE ET DANS LE MONDE: DES PRATIQUES DE DÉCOUVERTE DE L'AUTRE

Parce qu'il est source d'émancipation, d'esprit d'ouverture et de partage, l'accès aux vacances, aux loisirs, à la culture, aux sciences et au sport peut être un axe majeur de notre dispositif de développement de la solidarité en zones rurales.

Parce que l'isolement géographique mais aussi moral est une constante, nous devons dynamiser toutes nos activités qui "font du lien" culturel et social, autour de la notion de mobilité géographique, d'échanges, de découverte de l'autre entre les campagnes et les villes.

Les familles nombreuses sont, paradoxalement, aussi importantes en ville qu'en zones rurales. Cela peut entraîner des difficultés financières, surtout lorsque les enfants sont en bas âge. La pauvreté des enfants en zones rurales est catastrophique, avec pour conséquence un niveau d'éducation et de formation plus faible qui renforce le caractère de l'exclusion.

Dans les grandes villes, le Secours populaire français a l'expérience d'une activité de "soutien scolaire et éducatif". Cette activité, adaptée au milieu rural, pourrait faire l'objet d'un exemple de mutualisation des pratiques de l'association. Les échanges entre jeunes de banlieues et jeunes des villages sont aussi des moyens pour créer des dynamiques de découverte de l'autre et de tolérance.

Les "Journées des oubliés des vacances" sont aussi des temps où peuvent se côtoyer des enfants d'origines géographiques différentes. Des jeunes, des mères de familles, peuvent aider à la recherche et à l'organisation d'une telle initiative. Des journées peuvent aussi être organisées dans le milieu rural.

Mieux s'implanter en milieu rural peut encore renforcer les perspectives de développement pour l'ensemble des structures, en convergence avec notre démarche d'Éducation populaire, dans des valeurs de respect. Déjà beaucoup de choses existent, notamment les familles de vacances "entre fédérations", vecteurs elles aussi d'un potentiel de développement du Secours populaire populaire dans les quartiers et dans les villages. Poursuivons nos actions dans ce sens ainsi que l'activité pour l'accès aux loisirs tout au long de l'année.

Les vacances, les loisirs et le sport peuvent être aussi un réel levier de développement pour mondialiser la solidarité. L'idée peut être de développer un maillage encore plus dynamique et réactif entre structures du Secours populaire en France et partenaires dans le monde, en terme d'accueil et de "départs en vacances" de jeunes et d'enfants de familles en difficulté.

L'expérience chaque été -en particulier celle concernant l'accueil de 3000 enfants du monde en 2005 dans le cadre de "Soleils du Monde"- est à partager pour être généralisée dans toute l'association et tout au long de l'année. De même nous pouvons aussi favoriser la découverte des villes, du bord de mer, pour des enfants dans le monde du milieu rural qui ne sortent jamais de leur village.

Des expériences de tourisme solidaire sont aussi à rechercher pour sensibiliser en France, et apporter des contributions supplémentaires à nos projets dans le monde. A l'exemple de "Ovalement vôtre" organisé à l'occasion de la Coupe du monde de rugby en France, les événements planétaires culturels et sportifs sont autant de leviers pour accroître la solidarité mondiale dans ce domaine.

LES QUESTIONS À DÉVELOPPER

1. Quelles actions pratique-t-on et sont à développer pour encourager la pratique de l'accès aux vacances, aux loisirs, à la culture, aux sciences et aux sports?
2. Quels échanges entre structures du Secours populaire en zones urbaines et rurales proposer en France?
3. Quels réseaux de partenaires vacances et loisirs solliciter? Comment travailler avec ces derniers?
4. Comment trouver de nouvelles familles de vacances dans le monde rural pour accueillir de petits citadins et dans les grandes villes pour recevoir des enfants vivant à la campagne?
5. Quels échanges proposer dans le cadre de nos activités d'accès aux vacances, aux loisirs, aux sports, aux sciences, aux nouvelles technologies en faveur de populations isolées dans le monde?

3. RENFORCER LES ACTIVITÉS LIÉES À LA NUTRITION, À L'ÉQUILIBRE ALIMENTAIRE EN FRANCE ET DANS LE MONDE, EN FAVEUR DES POPULATIONS RURALES MAIS AUSSI DES POPULATIONS URBAINES

Au niveau mondial, bien que la pauvreté soit concentrée dans les régions rurales, la valeur absolue de l'aide destinée à l'agriculture a diminué d'environ 65% entre 1987 et 1998, parallèlement à la réduction des investissements dans l'agriculture et dans les régions rurales. Tel est le constat du Rapport du FIDA sur la pauvreté rurale en 2001.

"Pour aboutir, les programmes de réduction de la pauvreté doivent être réorientés en direction de l'agriculture et des populations des zones rurales", affirme M. Michael Lipton, Directeur de l'Unité de recherche sur la pauvreté de l'Université du Sussex (Royaume-Uni), qui a collaboré à l'étude du FIDA.

Le rapport indique notamment que, pour réduire la pauvreté dans les campagnes, il faudra encourager la production des denrées de base indispensables à la subsistance des populations pauvres des zones rurales, accroître la part des ressources qui leur sont destinées, mieux distribuer l'eau et accorder une attention particulière aux femmes.

La malnutrition dans certains secteurs et sur certains continents, les risques de développement de l'obésité entre autres, sont autant de raisons pour agir dans le domaine de l'équilibre alimentaire dans les zones rurales, comme dans les zones urbaines également concernées...

La problématique de l'aide alimentaire qualitative se pose aussi dans les quartiers, les grandes villes et les banlieues. Aussi l'action dans les zones rurales en la matière peut être bénéfique aux populations soutenues par le Secours populaire français dans les zones urbaines.

Élargir notre implantation en terme de présence et de réseaux en zones rurales nous ouvre de nouvelles possibilités d'échanges, de partenariats. Le développement d'initiatives liées à la nutrition en direction du secteur de la production agricole et des firmes agro-alimentaires peut permettre de fortement renforcer notre démarche de qualité de la solidarité et d'Éducation populaire.

La présence du Secours populaire dans les salons et foires agricoles offre une ouverture possible de contacts. L'activité de l'association pour construire un réseau de collecte et d'achats de produits équilibrant l'alimentation des plus démunis est nécessaire.

Elle est aussi devenue possible par l'expérience de l'association, de ses animateurs et des moyens déjà existants tels que les "centrales de collectage".

Soutenir la diversification alimentaire en France et dans le monde, la démarche de production par les jardins familiaux et les produits équitables, apporte autonomie et dignité à ceux qui sont les plus exclus.

Des comités ont une expérience à faire partager dans la création de partenariats autour de l'accompagnement en matière d'équilibre alimentaire, de jardins de la solidarité en ville, de découverte du monde agricole...

Des fédérations ont créé les conditions d'échanges avec des partenaires dans le monde pour promouvoir des produits solidaires qui participent au financement de projets de développement durable.

Dans le monde, des programmes spécifiques sont à développer en faveur des populations les plus isolées. Ils participent, tout en tenant compte des situations locales, à d'autres choix des populations, à leur survie et à la relance économique des secteurs agricoles ou de productions naturelles tels que la pêche.

Cela évite de voir émigrer les hommes et les jeunes vers les grandes mégapoles avec toutes les déchéances que cela peut engendrer.

LES QUESTIONS À DÉVELOPPER

1. Quelles pratiques menons-nous ou seraient à mener dans le secteur alimentaire en terme de solidarité tout en préservant le principe du respect de la dignité?
2. Quels partenariats et pratiques devons-nous modifier ou développer pour construire un réseau de collectage et d'achat mutualisé?
3. Quelles améliorations devons-nous apporter à nos dispositifs pour partager à l'échelle du mouvement le résultat des soutiens en matière d'aide alimentaire?
4. Comment développer des initiatives d'Éducation populaire et de découvertes réciproques des pratiques alimentaires, quels projets développer en France et dans le monde?
5. Quelles pratiques et quels partenariats menons-nous ou seraient à développer dans leur secteur de l'équilibre alimentaire dans le monde?

4. DÉVELOPPER LES ACTIVITÉS DE SOUTIEN LIÉES À LA SANTÉ EN FRANCE ET DANS LE MONDE AVEC LA PARTICIPATION DES “MÉDECINS DU SECOURS POPULAIRE”

Accompagner au niveau de l'accès aux soins les personnes en difficulté en zones rurales est un axe décisif à développer par le Secours populaire. Les besoins sont en effet importants dans ce domaine et très spécifiques.

Statistiquement, les habitants des secteurs ruraux sont en plus mauvaise santé que les habitants des villes. Les systèmes de soin sont beaucoup plus éloignés, les conditions de déplacement plus complexes et nombre de personnes âgées sont démunies face à leurs problèmes de santé. Nous avons par exemple particulièrement remarqué ce problème lors de la canicule.

L'isolement fragilise moralement et par voie de conséquence, fragilise physiquement. Absence d'activités sportives, problèmes d'alcool, de violences... sont autant de situations rencontrées.

Parce que l'accès à la santé est un droit, des fédérations et des comités en zones rurales comme en zones urbaines ont une expérience, développée avec l'aide de praticiens participant aux activités des “Médecins du Secours populaire”. Nous pouvons citer comme exemple:

- la sensibilisation au dépistage du cancer du sein, à la lutte contre l'obésité, aux moyens de contraception et de protection du sida et des MST...
- l'accompagnement vers les systèmes de soin et vers les généralistes et spécialistes...
- les activités de conseils en matière de CMU et d'adhésion à une mutuelle santé...

En matière de santé, comme pour toutes ses formes d'intervention, la spécificité du Secours populaire est de mener des actions auprès des publics en difficulté sans se substituer à la puissance publique. La mise en œuvre de cette orientation trouve une forme particulière en milieu rural; du fait de la pénurie d'accès aux soins, elle doit néanmoins être maintenue.

Dans le monde, les questions de vaccination, de malnutrition, d'épidémies et de pandémies telles que le sida ou le paludisme, des crises telles que le SRAS ou la grippe aviaire, l'accès aux systèmes de soins et le manque de moyens sont autant de situations que nos partenaires rencontrent et auxquelles ils doivent faire face.

Le Secours populaire français et ses partenaires mettent en place des programmes: il convient que tous y apportent un soutien concret.

Le rôle du Secours populaire est essentiel en matière d'aide à l'accès aux soins des populations fragilisées et isolées. Si l'apport de professionnels de santé s'avère positif pour réaliser des actions dans ce sens, le réseau des "Médecins du Secours populaire" est trop faible.

Nous devons donc mettre en place de véritables plans de travail et de développement d'apports de médecins généralistes, d'infirmiers, de dentistes, de médecins scolaires et du travail... pour parvenir à notre objectif.

Autant de sujets qui méritent d'engager une dynamique collective approfondie au sein de notre "mouvement" sur cette question de solidarité, au cœur de l'approche généraliste du Secours populaire français.

LES QUESTIONS À DÉVELOPPER

1. Quelles sont les pratiques actuelles du Secours populaire en France en matière de soutien pour l'accès aux soins des populations isolées et quelles nouvelles initiatives seraient à développer dans le respect des orientations de l'association?
2. Quelles sont les pratiques actuelles du Secours populaire dans le monde en matière de soutien pour l'accès aux soins des populations isolées et quelles nouvelles initiatives seraient à développer dans le respect des orientations de l'association?
3. Quelles actions ont été mises en place pour associer des professionnels de santé aux activités du Secours populaire en France et dans le monde et pour développer le réseau des "Médecins du Secours populaire français"?
4. Sur quels réseaux et partenariats s'appuyer tout en gardant l'indépendance du Mouvement?
5. Quelles actions communes développer entre structures urbaines et structures rurales pour l'accès à la santé des populations les plus isolées ?

5. VIE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ASSOCIATION: ÉLARGIR L'ÉTENDUE DE NOTRE "MOUVEMENT"

Renforcer notre implantation en zones rurales en France et dans le monde permettra à l'association de poursuivre son effort de dynamisation du "mouvement". Étendre notre présence dans des zones pas encore couvertes permettra d'élargir notre réseau de bénévoles, de donateurs et de partenaires (entreprises et institutionnels) et d'être davantage au service des personnes en difficulté. Pour cela, il faut anticiper sur ce développement et réfléchir à l'adéquation ou non des dispositifs actuels.

Nous devons faire partager les bonnes pratiques, nous adapter, innover, faire évoluer notre réseau et notre fonctionnement en matière de vie même de l'association. Dans de nombreuses fédérations nous avons déjà imaginé des solutions avec les antennes relais, les comités de cantons, les Solidaribus...

Les structures implantées dans le monde rural transforment nos pratiques, renforcent les instances de direction des fédérations et sont au plus près des familles, témoins quotidiens de la misère.

Une réelle volonté existe de la part de l'Institut de formation du Secours populaire pour se décentraliser et permettre à chacun de bénéficier des connaissances du "mouvement". Une part prise de chaque dirigeant de l'association dans ce domaine pourrait accélérer le processus.

Nous devons également réfléchir à la question des comités. Nous constatons une déperdition de cette notion de l'organisation et du développement du Secours populaire. Cette situation fait prendre un risque à l'association en matière de vie démocratique et de décentralisation.

C'est pourtant une des règles d'or qui a permis à l'association de prendre de la hauteur et d'accroître ses moyens pour faire plus de solidarité. Les questions de gestion, loin d'être à négliger, ne peuvent être une barrière au maintien et au développement des comités locaux.

Une plus grande confiance est à apporter aux nouveaux et aux jeunes pour assurer le devenir du "mouvement". Adapter les horaires d'ouverture des locaux et remettre systématiquement la carte provisoire de collecteur sont des pratiques à généraliser.

Les populations sont aujourd'hui en mouvement, des jeunes quittent les zones rurales en faveur des villes, des retraités partent vivre à la campagne, des familles migrent d'un endroit à un autre.

Nous devons suivre et fidéliser les amis du Secours populaire qui partent dans une autre partie du territoire, voire à l'étranger, ne pas les perdre de vue alors qu'ils peuvent être de précieux relais de ce réseau de solidarité à développer.

Les "foyers ruraux", les "associations de familles rurales", les organismes de tourisme ou encore les écoles rurales sont autant de partenaires potentiels pour développer de nouveaux contacts pour notre association.

Enfin, le Secours populaire a créé un réseau de partenaires dans le monde. Depuis 2000 ces derniers ont petit à petit constitué des réseaux par zones géographiques. L'échange de pratiques les aide à accroître leur influence et leurs actions en faveur des populations les plus isolées.

Des communautés de personnes originaires des DOM-TOM ou des pays dans lesquels le Secours populaire intervient, participent au développement des solidarités. De même, de nombreux villages sont jumelés avec des villages d'Europe et d'autres continents. Nous avons là matière à construire un plan de développement et de mise en mouvement.

Nous avons à faire face à des sujets essentiels de la vie de l'association qui, si nous y répondons, contribueront au développement des solidarités rurales en France et dans le monde.

LES QUESTIONS À DÉVELOPPER

1. Quelles sont les expériences menées qu'il conviendrait de généraliser en matière de vie et de développement de l'association dans le monde rural?
2. Comment plus et mieux s'implanter en zones rurales et quelles formes d'implantation développer? Quel rôle peut jouer la Fédération, le Conseil de région?
3. Comment permettre à l'association de maintenir son réseau de comités, comment le développer et adapter les structures à l'accueil de toutes les bonnes volontés? Comment intervenir en terme de formation jusque dans les structures locales?
5. Comment fidéliser les bénévoles et donateurs du Secours populaire pour ne pas perdre leur soutien sur la durée et quelle utilisation faire des cartes de l'association pour quelles soient remises sans attendre à tous ceux qui soutiennent le Secours populaire individuellement et collectivement?
6. Quelles structures et quels dispositifs adaptés développer dans le monde pour renforcer les réseaux et accroître les liens avec nos partenaires?

6. LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES ET LE RENFORCEMENT DE LA MUTUALISATION

Renforcer notre action et notre implantation pour aider les personnes en difficulté veut dire plus de moyens financiers au service de la solidarité, mais aussi des perspectives de développement des ressources: de nouveaux partenariats peuvent être développés, de nouvelles sources de financement peuvent être dégagées auprès des organismes institutionnels, sociaux, locaux, financiers...

Des partenariats se sont développés avec des entités spécifiques du monde rural: MSA, Crédit Agricole, Foyers ruraux... D'autres partenariats se sont développés avec les entreprises et les commerçants.

Des partenariats pourraient naître à l'aide de la diffusion du rosier "Soleil du monde" commercialisé au profit du Secours populaire par les établissements Delbard.

Les initiatives populaires de collecte pourraient être démultipliées sous des formes à innover, autour de nouveaux projets à valoriser. Le monde rural déborde d'imagination pour organiser des fêtes populaires et traditionnelles (repas de rue, fêtes des écoles, lotos, concours de belotes, fêtes communales, vide-greniers, jeux inter-villages...).

Des amis de l'association "réinventent la solidarité" en sollicitant des sportifs, des musiciens, des associations culturelles... Des initiatives populaires rythment ainsi les campagnes du Secours populaire et soutiennent des centaines de projets.

La proximité et les connaissances jouent beaucoup dans le développement des partenariats financiers dans le monde rural. Des organismes tels que les Rotary Clubs et les Lions Club peuvent, par exemple, répondre à nos sollicitations.

Dans les zones touristiques rurales, des initiatives peuvent être menées pour sensibiliser de futurs donateurs. Nous pourrions nouer des partenariats avec des musées, des stations de sports d'hiver, des sites "vacances à la ferme" ou avec les Gîtes de France...

Ces moments de rencontres avec nos concitoyens sont sans doute des moments d'échange et de communication privilégiés où *Convergence* et nos autres publications doivent trouver toute leur place.

Le monde rural n'est pas éloigné des nouvelles technologies telles qu'Internet. Nous pouvons aussi nous adresser aux populations par cet intermédiaire. En matière de communication, force est de constater que la presse quotidienne régionale pénètre dans une large majorité des foyers ruraux. Nos relations de proximité avec les journalistes locaux per-

mettent de faire connaître l'existence du Secours populaire et les actions des bénévoles. La mutualisation, c'est-à-dire la mise en commun d'outils, de pratiques, de procédures et de moyens n'est pas réservée aux seules fédérations. Elle doit également s'exercer au niveau local, celui des comités et antennes implantés dans la vie rurale comme dans les zones urbaines. Les solutions qui marchent, les initiatives réussies, les bonnes recettes doivent être partagées au profit du plus grand nombre possible de structures.

De nouvelles formes de mutualisation sont aussi à mettre en place et peuvent être sources d'apports à l'ensemble du "mouvement" grâce aux logiques de complémentarité et d'échanges, notamment au niveau de la Région.

Qui dit rural dit plus petites entités territoriales, plus petites entreprises, commerces de proximité... et donc moins de fonds. Nous devons inventer des stratégies pour faire vivre la solidarité dans ce secteur. Mutualiser, soutenir les secteurs ruraux de l'association, c'est aussi apporter aux autres structures du "mouvement" des aides considérables dans le domaine de l'agro-alimentaire, de l'accès aux loisirs et aux vacances (familles de vacances...). Au niveau de la solidarité dans le monde, travailler en région ou au plan national permettra aussi de multiplier les actions et les moyens.

LES QUESTIONS À DÉVELOPPER

1. Quelles ressources financières développer à tous les échelons – financements publics et privés – sur des projets de solidarité en zone rurale en France et dans le monde?
2. Quelles améliorations apporter pour que la communication du Secours populaire français pénètre dans les lieux les plus retirés et les plus isolés? Quelles spécificités y ajouter?
3. Comment faire vivre et animer nos campagnes nationales de collecte de fonds Don'actions, Solidarité internationale, Vacances, Pauvreté-Précarité, Pères Noël verts? Quelle place donner à nos publications?
4. Quelles initiatives populaires proposer et développer dans les zones rurales tout au long de l'année et dans les périodes estivales?
5. Comment mutualiser les compétences, les moyens logistiques et les idées sur l'ensemble de notre réseau, pour apporter une solidarité efficace dans les zones rurales en France et dans le monde? Quel rôle jouer au niveau des Régions et au niveau national?

7. RENFORCER LA PLACE DU MOUVEMENT D'ENFANTS "COPAIN DU MONDE"

Depuis sa création, le Secours populaire français a mis l'enfant au cœur de la solidarité; sur tout le territoire, l'action des bénévoles se décline en campagnes pour lesquelles l'enfant est essentiel: Pères Noël verts, vacances, JOV...

Pour le Secours populaire, la ratification de la Convention internationale des droits de l'enfant fut l'occasion de mettre en place un mouvement d'enfants solidaire grâce auquel la pratique de la solidarité est partagée entre les plus jeunes de France et du monde, ceux dont les familles bénéficient des aides du Secours populaire et d'autres, moins dans le besoin, des villes et des campagnes.

Le Secours populaire, déjà à l'époque agréé d'éducation populaire, a depuis, acquis le titre d'association complémentaire de l'enseignement public.

En 2005, à l'occasion de la journée "Soleil du Monde", des milliers d'enfants ont été accueillis en France, des échanges se sont créés entre les acteurs de ce séjour et de la journée organisée à Paris, notamment au Stade de France®.

En 2007, "Copain du Monde" fête ses 15 ans. Pivot essentiel de la mise en mouvement de la solidarité au Secours populaire et de son devenir, une dynamique est à impulser pour que "Copain du monde" soit au cœur de toutes les campagnes et de toutes les actions de solidarité, y compris lorsqu'elles bénéficient à des enfants.

Nous pouvons apporter une très grande aide au niveau des enfants, sur l'ensemble du territoire en nous appuyant en particulier sur les établissements scolaires, et sur les structures de loisirs lorsqu'elles existent. Dans les villages, l'enseignant est très souvent un confident et celui qui est le mieux placé pour connaître des situations de détresse.

Les bénévoles du Secours populaire sont des témoins de qualité, reconnus comme tels, sur les questions de solidarité en France et dans le monde, sur ce que signifie la pauvreté et la précarité. Ils offrent aux enfants des possibilités d'actions solidaires, de connaissance de l'autre, proposent des réflexions sur le développement durable, toutes choses qui sont dans les programmes scolaires, du primaire à l'université. Nous sommes en capacité d'offrir des animations de qualité.

Les collégiens, où qu'ils soient, peuvent organiser pour le Secours populaire des collectes, des représentations, des affiches. Souvent, le lycée est le lieu où se regroupent des cen-

taines de jeunes des environs, coincés dans la ville par les horaires des transports scolaires: il est possible d'y initier la création de "clubs solidarité". Il existe aussi des fermes pédagogiques ou des parcours découvertes organisés pour et avec les enfants, où nous pourrions initier des partenariats.

Nous pouvons également mettre en place des correspondances et des échanges, en particulier lors des "Journées des oubliés des vacances" dans le cadre d'actions de solidarité dans le monde avec un vrai retour vers les enfants.

Les enfants sont aussi membres de clubs sportifs dans leur village (football, rugby...) et peuvent pratiquer leurs loisirs au profit de la solidarité.

Des boîtes à idées existent sur le site interne du Secours populaire; il convient à chacun de les nourrir pour les faire partager au plus grand nombre.

De plus, le magazine "Solidarité Junior" relooké et la plaquette d'information de "Copain du Monde" doivent jouer un rôle d'animation du "mouvement" et de porte-parole de l'action solidaire des enfants.

Au moment où les congrès vont renouveler leurs instances de direction, une place est à réserver aux enfants dans les commissions et groupes de travail afin qu'ils soient entendus au sein des Comités et Secrétariats départementaux.

LES QUESTIONS À DÉVELOPPER

1. Quelles initiatives existent déjà avec les enfants du monde rural et qui pourraient être partagées? De quels appuis les bénévoles ont-ils besoin pour ce type d'activité?
2. Quels échanges innover entre enfants "Copain du Monde" des zones rurales et des zones urbaines, ainsi qu'avec des enfants du Monde?
3. Comment renforcer la solidarité envers les enfants des zones rurales et leur permettre d'être acteurs lors des "JOV" et des autres actions menées en leur faveur?
4. Comment permettre aux enfants d'être acteurs pour devenir copains des vacances, participer à la vie du mouvement "Copain du Monde" et avoir une écoute auprès des directions du Secours populaire?
5. Quels partenariats devrait-on développer avec les lieux de vie des enfants? Quel plan de travail mettre en place pour accroître le nombre d'amis en charge de "Copain du Monde"?

8. ACCOMPAGNER LES JEUNES RURAUX DANS LA SOLIDARITÉ POPULAIRE

Comme nous l'avons très souvent rappelé ces derniers mois, la précarité des jeunes existe. Chez les jeunes ruraux, c'est l'isolement culturel, le manque de vacances et d'accès aux soins, l'absence de transport collectif, la difficulté de trouver un travail, qui pèsent lourd dans leur quotidien.

Les jeunes sans formation sont plus nombreux en zones rurales qu'en zones urbaines, un certain nombre d'entre eux connaît l'illettrisme. Les jeunes les plus formés ou les plus entreprenants se dirigent vers la ville à la recherche d'emplois plus qualifiés et mieux rémunérés.

Un phénomène inverse se présente: c'est la venue de jeunes citadins à la campagne, à la recherche d'une qualité de vie qu'ils jugent meilleure. Mais leur mauvaise connaissance du milieu leur cache les dures réalités du monde rural et leurs maigres productions ne leur suffisent pas à survivre. Le plus souvent, ils cumulent petits travaux agricoles et de construction et bénéficient d'un certain nombre d'aides sociales.

Des permanences du Secours populaire constatent une fréquentation grandissante de jeunes travailleurs pendant l'été dans les zones rurales.

Des rencontres ont eu lieu avec des partenaires potentiels tels que l'Association des jeunes ruraux et le MRJC (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne). La jeunesse est souvent membre d'une association sportive ou culturelle. De nombreux partenariats sont concrétisés et participent à "réinventer la solidarité" mais aussi à répondre à la détresse des jeunes ruraux.

La jeunesse est aussi la génération la plus mobile. Un suivi attentif est nécessaire, que ce soit pour la vie de l'association ou pour les formes de solidarité à apporter. Nombre d'étudiants sont en difficulté pour préparer dans de bonnes conditions leur avenir; l'éloignement de ceux qui habitent en zones rurales ajoute des charges de déplacement et d'intendance qui participent à l'exclusion. Les attentes sont fortes.

Mais les territoires d'exclusion existent dans les cités comme dans les campagnes. Le Secours populaire, association d'éducation populaire, contribue à briser cet isolement en permettant à tous les jeunes de se rencontrer et de mener des activités communes.

Des pratiques existent, telles que des initiatives de sorties adaptées, des concerts, des points "accueil jeunes", des chantiers de jeunes en France et dans le monde...